

## La démocratie représentative ou la démocratie en représentation

En pensant aux élections, mon esprit vagabonde autour du mot démocratie. Au risque de déplaire à certains démocrates tout à fait estimables, je dois avouer que "notre" démocratie me déplaît et que je suis fatigué d'entendre que c'est "le moins pire des régimes". Cependant, comme je n'ai pas de solution de remplacement, je ne fais pas partie de ceux qui la vilipendent à longueur d'articles ou qui éprouvent de la sympathie pour le terrorisme. Néanmoins, je m'interroge.

La contradiction qui me saute aux yeux est celle-ci: la grande majorité des électeurs ne connaissent ni les partis ni les candidats, ils ignorent leur action prise globalement et se contentent trop souvent d'avoir bénéficié de menus "services" ou d'avoir simplement ingurgité de la "promotion" – peu objective – offerte dans les médias. Comment voter en connaissance de cause ? Or, l'arrière-plan de la politique, comme de l'économie, est truffé d'intérêts "privés", différents de ceux de la population; nous y reviendrons. Le vote obligatoire accentue l'absurdité de la situation, car énormément de gens non motivés, encore moins bien informés sont amenés à choisir. La France, sans vote obligatoire, ne s'en porte pas plus mal, d'ailleurs.

Est-ce tomber dans la facilité que de prendre l'exemple de mes voisins italiens qui voteront pour la première fois aux élections communales ? Ils ne connaissent pas les candidats (encore moins que moi, c'est tout dire !) et ne savent pas qui choisir: "Nous demanderons à notre fille", se sont-ils rassurés.

La logique voudrait que ce soient les politiciens et leurs proches qui élisent les "représentants", puisque eux seuls ont (peut-être) une connaissance du dessous des cartes. Que dirait-on si nous devions élire les présidents de la Fédération des Bouchers ou des Syndicats de Médecins ? Oui, mais la politique nous concerne tous, me répondra-t-on. Et pas la viande que nous mangeons et notre santé ? Oui, mais la politique a une portée plus large touchant à tous les domaines de la vie. Bon, d'accord, mais elle est à la fois *spécialisée* et *secrète*.

La politique exige pour chaque question envisagée une connaissance de nombreux éléments connexes. Par exemple, un simple problème comme le bruit des avions de nuit entraîne des débats sur l'évolution globale de l'économie, les technologies aéronautiques actuelles, l'emploi, l'avenir de la région, etc. Cela se termine *toujours* par l'appel à des experts. L'affaire Dutroux et consorts s'est perdue dans les méandres des réformes de la Justice et de la Police (1000 pages pour la seule réforme des forces de l'ordre), dans les enquêtes décomposées, dans les travaux de la commission parlementaire rangés aux oubliettes, dans la création de Child Focus... Ensuite, on devrait voter. Est-ce sérieux ?

D'autre part, sans tomber dans le poujadisme ou la caricature de la réalité, on est en droit de s'inquiéter de la nature des leviers du pouvoir. Qui nie que les grandes décisions en matière économique sont prises au sein de cénacles plus ou moins occultes ? Les grandes messes de Davos (rassemblant les "élites" de l'économie) ou du G8 (rassemblant les chefs d'État des plus grands pays industrialisés) servent à entériner ou à développer les options prises par les quelques "grands" de ce monde; les dirigeants politiques et les experts se chargent ensuite des applications. Qui ignore le poids des lobbies industriels et politiques sur les règlements de la Commission européenne comme sur les prises de position de tous les gouvernements ?

Les pays qui ne marchent pas droit sont mis à l'index et soumis à un embargo, voire même déstabilisés par la force ou envahis militairement. Tout cela au nom de la "démocratie", celle que "nous" apprécions tant chez nous! D'Allende au Chili, de Lumumba au Congo en passant par Castro à Cuba, Saddam Hussein en Irak, Milosevic en Yougoslavie, Ortega au Nicaragua, on doit disparaître si on gêne les patrons américains et assimilés – qu'on soit dans un régime autoritaire ou calqué sur nos démocraties.

Les décisions accessoires, relevant de la compétence d'un pays, sont elles aussi prises en fonction du rapport de forces intérieur, des lobbies les plus influents. Chacun sait que le travail de fond des ministres est effectué par des administrations et des cabinets; l'administration reste, les ministres passent; les fonctionnaires les plus importants ne sont pas connus du grand public, ni d'ailleurs les membres des cabinets. Le monde de la politique, comme celui d'autres corporations, est fermé, possède son langage, ses coutumes, ses intermédiaires.

La Marche blanche a révélé combien le fossé est grand entre les institutions et la population; la commission parlementaire a plus ou moins sauvé la mise pour une partie des politiciens, jusqu'au moment où retournements de veste, confusion, distanciation des uns par rapport aux autres ont conduit plusieurs membres de la commission, appuyés par le Parlement, à se déconsidérer en enterrant les conclusions des rapports.

Vous, simple citoyen, êtes-vous allé assister plusieurs fois aux délibérations du conseil communal, organe souvent présenté comme étant le plus "proche des gens" ? La plupart des points à l'ordre du jour se pressent généralement par dizaines, n'offrant qu'un intérêt limité: petits travaux de restauration de bâtiments, de voiries, nominations (à huis clos)... Si, par hasard, un point intéressant est soumis au débat, sachez que les décisions sont prises à l'avance par le groupe majoritaire qui s'est réuni à part; vous n'entendrez d'ailleurs que le(s) chef(s) de file de la majorité et l'un ou l'autre membre de l'opposition (celle-ci s'est exprimée auparavant vainement dans une commission ad hoc). Le public n'a pas droit à la parole – cela changera peut-être –, mais comme le vote est acquis avant même la réunion, ce ne serait qu'un baroud d'honneur. Les élus ne sont pas libres, c'est leur parti qui décide. Est-ce démocratique ? Pour autant que les dirigeants du parti ne soient pas eux-mêmes dépendants d'autres personnalités..., il serait logique de suivre une certaine discipline, mais jusqu'à quel point? Ne peut-on pas changer d'avis ? Ne peut-on pas parfois préférer soutenir des revendications de la population opposées à certaines orientations de son parti ? La langue de bois et le silence sur les différends au sein d'un même parti sont encore monnaie courante, la discipline "aveugle" fait toujours partie de nos moeurs les plus habituelles.

## Une autre démocratie: utopie ?

La démocratie pour le peuple implique que les gens aient une riche activité, une pensée originale, soient informés des ressorts de la politique. Les choix en deviennent conscients, réfléchis.

J'ai eu l'occasion d'assister ou de participer à des poussées de démocratie. Deux exemples peuvent être présentés pour illustrer ces propos, l'un en milieu étudiant et l'autre en milieu ouvrier.

En 1968, je terminais mes études à l'Université libre de Bruxelles, lorsque les événements de mai en France ont éclaté, et la fièvre se propagea bientôt en Belgique. Jusqu'alors, la grande masse des étudiants – les futurs cadres de notre société – était plutôt apathique, peu politisée, préoccupée ou par les études ou par les "guindailles" et, nous, membres des "groupuscules" (terme d'époque) politiques, nous nous époumonions dans le désert; les disputes entre groupuscules, peu fructueuses d'ailleurs, n'attiraient presque pas de curieux. Tout s'est transformé en quelques jours. C'est par centaines, par milliers que les étudiants se sont intéressés à autre chose que les études et les futilités. Des discussions passionnées sur les buts réels de l'enseignement, sur les nuisances d'une société de consommation au début de son essor, sur la direction de type "féodal" au sein de l'université se sont déroulées à une large échelle dans pleins d'endroits, bloquant les cours. L'Université a été occupée par les étudiants. *L'assemblée libre* quotidienne était le lieu de retrouvailles des plus ardents "soixante-huitards" et des curieux de passage, pendant que dans toutes sortes de réunions parallèles, informelles et autres, on rebâtissait le monde.

Je me souviens notamment d'un condisciple de l'Athénée, un "bûcheur" avec un nom à charnière, fils de médecin et futur médecin, aux idées conservatrices. Je l'ai revu au début du mouvement de 68, il était bouleversé par ce qui se passait et se remettait en question. Qu'est-il devenu ? Son attitude m'a fort impressionné.

En première approximation, deux à trois mille étudiants de l'ULB sur les dix mille ont participé de relativement près aux événements, et quelques centaines ont été actifs dans l'occupation de l'université. Pour le monde étudiant, c'était énorme, et après, plus rien d'équivalent ne s'est produit. Toutes les idées s'exprimaient. Cette démocratie avait ses limites, bien sûr; aux *assemblées libres*, quelques ténors monopolisaient la parole, quelques professeurs et apprentis professeurs profitaient des circonstances pour hâter leur "mise en valeur"; les réformes aménagées ensuite (conseil d'administration avec participation étudiante...) n'ont évidemment pas modifié l'objectif principal de l'enseignement universitaire, qui est de façonner notre "élite". Néanmoins, ces quelques semaines ont changé la mentalité de pas mal de personnes et donné le coup d'envoi à diverses initiatives intéressantes dans les domaines de l'environnement, de la vie participative, de la libéralisation du mode de vie, etc.

Les grands mouvements ouvriers étaient terminés, lorsque je me suis rapproché du milieu ouvrier au début des années 70. Les grèves dites "sauvages" (non reconnues par les syndicats) de Bruxelles consistaient souvent en révoltes contre des conditions de travail terribles, inhumaines; les ouvriers, des immigrés pour la plupart, "respiraient" en arrêtant le travail, parlaient beaucoup autour d'eux, mais ils ont été réprimés violemment, licenciés de l'usine et/ou menacés d'être expulsés du pays.

En mars-avril 1984, suite à une décision gouvernementale d'amputer les salaires de 10 % en sidérurgie (moins dans les autres secteurs non en difficulté), des grèves ont éclaté. Habituellement, à Cockerill, la grève est une formalité: quelques délégués entourés de militants syndicaux s'installent devant les entrées de l'usine et passent le

temps comme ils peuvent. Mais ce mouvement a surgi après des années de restructuration, de fermetures de secteurs même modernes, de démantèlements de bastions syndicaux. Au cours d'une action tout aussi habituelle que les piquets de grève, des centaines d'ouvriers partis en manifestation ont bloqué la circulation sur le pont de Seraing. Puis, comme s'ils s'étaient tous donné le mot, les ouvriers ne se sont plus préoccupés de l'action, laissant même passer des voitures, pour discuter intensément de leur situation. Étonnant spectacle que plusieurs centaines de sidérurgistes ne parvenant pas à empêcher la circulation sur ce pont, parce que le débat entre eux avait pris une importance bien plus grande. Cette réaction spontanée n'a pas eu de suite, mais un petit coin bleu démocratique a été entrevu, me semble-t-il.

## Conclusion

La démocratie actuelle n'est-elle pas formelle ? Ne repose-t-elle pas sur un "accord" implicite, partiellement inconscient, dont les deux termes sont: j'accepte d'être aliéné par le travail, le mode de vie, les contraintes en tous genres, je ferme en partie les yeux sur ceux qui nous dirigent, sur la façon dont les richesses sont acquises, mais en échange je reçois une "part du gâteau" pour bien consommer, payer ma maison, mes voitures, mes télévisions, mes GSM, mes appareils électroménagers, mes vacances à l'étranger.

Dans l'ancienne Union soviétique, plus de 90 % des électeurs votaient pour des candidats uniques, et ici, plus de 90 % votent pour des candidats dont les programmes se ressemblent. Il est vrai que certains socialistes et des écologistes<sup>1</sup> empêchent que l'aspect social de l'État ne soit démantelé complètement, pendant que d'autres socialistes sont actifs dans la chasse aux réfugiés et soignent leurs privilèges. Quelle différence y a-t-il entre un socialiste de droite et un libéral bon teint, est-ce un hasard si à chaque crise, des socialistes et des sociaux-chrétiens se rapprochent de l'extrême droite ?

La vraie différence entre l'ancienne URSS et notre pays est que les petits partis ont le droit d'exister en Belgique, que des libertés sont accordées, à condition que cela ne présente aucune menace pour l'ordre établi<sup>2</sup>. L'assassinat de Lahaut, qui a été la dernière personnalité dérangeante à l'égard du pouvoir, nous rappelle que les limites sont étroites. D'autres assassinats comme celui de Cools ou du journaliste Stainier, enquêtant sur la mafia de la construction, ou celui de l'inspecteur vétérinaire Van Noppem, enquêtant sur la mafia des hormones, sonnent comme des avertissements à tous les gêneurs potentiels. Les nombreuses enquêtes actuelles qui n'aboutissent pas, entre autres parce que des témoins disparaissent mystérieusement ou que des protections jouent à plusieurs niveaux, sont autant de signaux clairs.

De temps en temps, des remises en question du consensus nous apportent de nouvelles lueurs de démocratie. La Marche blanche, tant décriée aujourd'hui par nos "élites", a pourtant eu cette qualité. Dans d'autres domaines, le mouvement à Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce et le grand rassemblement à Millau à l'occasion du procès contre José Bové et ses compagnons ont, d'après divers articles de presse, été le cadre de nombreux débats entre membres et sympathisants des dizaines d'organisations présentes.

Que les "acquis" démocratiques, ces quelques libertés obtenues grâce au sacrifice des anciens, doivent être préservés, c'est évident. Mais la démocratie, celle des grands espoirs, des grands mouvements de débats et de contestation, celles des hommes se libérant est encore à conquérir.

Été 1936, mai 1968, où êtes-vous ?

M.N.  
Septembre 2000

---

<sup>1</sup> La présence d'Ecolo au gouvernement est encore trop récente pour tirer des conclusions convaincantes, mais sa passivité devant la déportation des Tsiganes, son "soutien" à la justice accélérée, à la réforme de la police et à bien d'autres projets douteux de la majorité actuelle n'augurent rien de bon, sans parler de la confusion à propos des réfugiés clandestins.

<sup>2</sup> La différence est également économique. L'Occident, plus riche pour des raisons pas toujours avouables, avait les "moyens" d'être plus "large d'esprit".